

Uni-e-s contre l'extrême droite !

motion d'actualité du 8e congrès de la fédération des syndicats SUD éducation

Publié le samedi 31 mars 2018 sur <http://www.sudeducation.org/Uni-e-s-contre-l-extreme-droite.html>

Les groupuscules d'extrême droite se restructurent en France dans un nouveau cadre : Le Bastion Social.

Ce Bastion Social regroupe des membres du Groupe Union Défense (G.U.D) suite à sa dissolution et des militant-e-s de divers groupuscules fascistes notamment l'Action Française. Les membres de ce réseau d'extrême droite partagent les mêmes idées racistes, sexistes, xénophobes, anti-LGBTQI et viennent de diverses mouvances : catholiques intégristes, royalistes, nationalistes, néo-naziEs... Des élu-e-s ont également apporté leur soutien au Bastion Social, notamment Stéphane Ravier, maire des 13ème et 14ème arrondissements de Marseille.

Les militant-e-s du Bastion social sont en train de s'implanter partout en France. On voit depuis plusieurs mois des bars du Bastion Social ouvrir : squat (fermé rapidement) puis local associatif en janvier à Lyon, bar à Strasbourg, bar et local associatif à Chambéry et Aix-en-Provence en février, à Marseille en mars. À Angers, un bar associatif d'extrême-droite, l'Alvarium, reprend la même stratégie sans adhérer au Bastion Social, « prétendument pas assez catholique ».

Ces implantations sont accompagnées par une occupation de l'espace public et médiatique avec des manifestations et des rassemblements, avec le slogan nauséabond de « préférence nationale ».

Sa stratégie est calquée sur celle des fascistes italien-ne-s de *CasaPound* : s'implanter localement, en ouvrant des lieux qui se disent populaires, à vocation sociale et solidaire. Ielles organisent ainsi des collectes d'aliments sur le modèle de la banque alimentaire devant les magasins et médiatisent ces actions. Ces collectes ne s'adresseraient en réalité qu'aux SDF blanch-e-s et de nationalité française.

Comme depuis toujours, l'extrême-droite se fout des gens qui vivent dans la misère. Ils et elles instrumentalisent ainsi la pauvreté, en montant les pauvres les unEs contre les autres. Ce sont surtout des lieux permettant de s'implanter dans le territoire et d'attirer tout particulièrement des jeunes avec des salles de sport, concerts, etc.

Dans ces espaces sont également préparées des agressions de militant-e-s anti-fascistes. Les groupuscules d'extrême droite récidivent régulièrement en ce sens comme le montre l'attaque dans l'université de Montpellier contre les étudiant-e-s opposé-e-s à Parcoursup, ainsi qu'à Chambéry avec l'attaque d'un bar de la ville fréquenté par des sympathisant-e-s du mouvement social. A Paris, c'est le lycée autogéré de Paris (LAP), le 16 mars, qui a été victime d'une attaque menée par une dizaine d'individus se réclamant du GUD, pour certainEs arméEs de barres de fer. Ielles ont effectué des saluts nazis, proféré des insultes homophobes et agressé des élèves.

C'est pourquoi différents rassemblements se sont déroulés à l'appel de syndicats, d'associations, de partis pour dénoncer ces violences d'extrême droite et l'ouverture de ces « Bastion social ».

A Marseille, le 25 mars 2018, 600 personnes manifestent entre les Réformés et le Vieux port. Ce jour là, le préfet pose un interdit sur les abords du Bastion, la police ferme la rue Fort-Notre-Dame : fouille au corps, fouille des sacs à l'entrée, présentation des papiers d'identité pour pénétrer dans la rue. La circulation routière est détournée et la rue est bloquée par les camions de police qui cachent intentionnellement la vue de ce qui s'y passe. La police explique ainsi la privatisation de la rue : « la rue est bloquée afin d'empêcher tout contact entre le rassemblement d'extrême droite et la manifestation organisée par l'extrême gauche, ielles profitent de la fermeture de la rue pour

l'occuper. » L'occupation fasciste de la voie publique débute ainsi à 17h00 et se poursuit tard dans la nuit. À Angers, le 24 février, plus de 600 personnes manifestent dans les rues contre l'Alvarium. Là-bas aussi la police protège les fascistes et leur permet d'organiser en toute tranquillité leurs activités.

Quelles stratégies adopter face à ces groupuscules d'extrême droite qui attirent des jeunes hommes et femmes et qui bénéficient de la complicité des autorités et de la police ?

Aujourd'hui, il existe une méconnaissance générale des différents groupuscules d'extrême droite, dans la population, voire chez nos propres militant-e-s de SUD éducation et de Solidaires, et cela malgré l'important travail réalisé notamment par VISA.

SUD éducation appelle à organiser des ateliers, conférences, stages de formations, HIS, RIS auprès des collègues, des camarades et de la population pour expliquer ce qu'est le Bastion social : un groupe néo-fasciste qui multiplie les agressions physiques et verbales et aux idées racistes, xénophobes, sexistes, homophobes, et anti-syndicales.

Il y a aussi urgence à renforcer et structurer des collectifs antifascistes unitaires partout où cela est possible et participer à une expression collective au niveau national.

Aujourd'hui de plus en plus de territoires sont touchés !

À nous de combattre les idées et les valeurs du Bastion Social en nous mobilisant dans l'unité la plus large possible.